

Bio express

En bref. Ingénieur civil-architecte de formation, Kristiaan Borret est également détenteur d'un baccalauréat en philosophie et en sciences politiques&affaires publiques. Il a également décroché un master en urbanisme à Barcelone. Gantois d'origine, cet "urbanophile" (sic) a occupé la fonction de *bouwmeester* de la Ville d'Anvers de 2006 à 2014. Depuis janvier 2015, il est maître architecte de la Région de Bruxelles-Capitale.

■ C'est officiel, le maître architecte de Bruxelles veut rempiler pour un second mandat.

■ Jadis actif à Anvers, Kristiaan Borret lève un coin du voile sur le microcosme politico-immobilier bruxellois.

“Il faut absolument changer la gouvernance urbaine bruxelloise”

Entretien Alice Dive

Après huit années passées en terres anversoises, Kristiaan Borret officie aujourd'hui en tant que maître architecte à Bruxelles. Son rôle : s'assurer de la qualité des projets urbanistiques dans la capitale.

Vous avez été désigné à votre poste par le gouvernement bruxellois. Vous n'êtes donc pas indépendant...

Oui et non. J'ai une indépendance, j'y tiens beaucoup. Mais c'est vrai qu'elle est relative. C'est un poste hybride. Je suis à la fois *in* et *out*. Mon rôle en tant que *bouwmeester* est de funambuler : il faut être assez critique mais pas trop, sinon vous perdrez votre impact potentiel.

Recevez-vous des instructions de la part du ministre-Président ?

Je ne reçois pas de demandes à caractère obligatoire, en tout cas pas en ce qui concerne la qualité des projets. Avec le gouvernement, cela se passe dans une sorte de négociation. Mais entendons-nous bien : un *bouwmeester* n'a pas de pouvoir. Il n'a que de l'autorité. Tous les avis sont non contraignants. La stratégie de l'exécutif bruxellois est donc parfois de contourner mon avis.

Cela arrive-t-il souvent ?

Non, pas souvent du tout. Cela se fait de manière implicite. On décide de ne pas impliquer le *bouwmeester* dans un marché car parfois, il faut avancer de manière politique. Et comme on pense que le *bouwmeester* retarde les choses, on choisit de concrétiser un projet avec moins d'ambition de qualité.

Avez-vous un exemple de gros projet pour lequel l'exécutif bruxellois n'a pas fait appel à votre avis ?

Il y a le cas de la Silver Tower. Le gouvernement cherche actuellement un siège pour son administration centrale. Il ne m'a jamais impliqué dans ce marché. Le seul critère pour celui-ci, c'est le prix de location. Car

il est vrai que, dans le cas présent, ce n'est pas le gouvernement qui va faire construire. Il cherche un bâtiment à louer. Mais au sens général, c'est tout de même dommage qu'il n'y ait pas d'ambition de qualité dans le cahier des charges. Le gouvernement flamand a lancé un marché pour la location d'un bâtiment pour son siège administratif central. Là, le *bouwmeester* flamand est bien sûr impliqué dans la préparation du cahier des charges. Parce que le bâtiment de l'administration flamande doit refléter une sorte de volonté urbanistique.

Cette situation est-elle révélatrice d'un problème de culture politique à Bruxelles ?

Je le pense. Il s'agit en tout cas d'une question de culture par rapport à l'acceptation d'une institution hybride en béton tel qu'un *bouwmeester*. En Flandre, cela fait vingt ans que l'institution du *bouwmeester* existe. Dans la capitale, cela ne fait que dix ans. À Bruxelles, nous vivons actuellement une période charnière entre la *old school* et la *new school*. Je pense que Bruxelles est en train de changer mais n'ose pas toujours. Et parfois, les anciennes pratiques reviennent. C'est le cas pour le projet Silver Tower.

Est-ce le fait de tous les politiques bruxellois ou de certains partis en particulier ?

Je ne peux pas répondre à cette question (rires). Dans toute ma carrière, je dirais que cela n'a pas dépendu des partis politiques mais bien des personnes. J'ai travaillé à Anvers avec un bourgmestre socialiste, Patrick Janssens, qui était parfait mais ce n'est pas parce qu'il était socialiste. J'aurais également aimé travailler avec Bart Somers (Open VLD) à Malines ou encore avec Stefaan De Clerck (CD&V) à Courtrai. Ce sont trois partis politiques différents. Par contre, je n'aurais jamais voulu travailler avec Louis Tobback (SP.A) à Louvain. Il est incroyablement têtue et autoritaire.

Certains architectes vous reprochent d'organiser trop de concours, de les mettre en compétition permanente. C'est votre manière de changer les choses ?

Bruxelles a longtemps été un cercle extrêmement fermé : les mêmes promoteurs, les mêmes architectes qui font tous les projets, un petit club qui se rencontre tout le temps. Les plans sont prêts dans le tiroir, ils ne sont pas *challengés*. Il y a encore dix ans, on retrouvait un vrai *establishment* d'architectes. Aujourd'hui, heureusement, le marché s'est ouvert et je m'en réjouis. Désormais, de jeunes bureaux d'architectes ont accès à plus de marchés qu'avant, et les bureaux plus *old school* se réinventent. Pour les marchés publics, Bruxelles est un peu trop régie par la crainte de recours. En huit années passées à Anvers, j'ai organisé 200 concours. Je n'ai jamais connu de recours ! Il est tout à fait possible de les éviter à Bruxelles en travaillant en amont de manière transparente. C'est le manque de transparence qui provoque le recours. La crainte des recours, c'est vraiment l'obsession de l'écosystème bruxellois.

“La crainte des recours, c'est vraiment l'obsession de l'écosystème bruxellois.”

Le problème n'est-il pas aussi lié en partie à la culture au sein des administrations ?

Si, bien sûr. La collaboration transversale est bien plus développée en Flandre, avec plus d'ouverture au débat. À Bruxelles, si le *bouwmeester* dit quelque chose qui ne plaît pas, on est beaucoup plus frileux. À Bruxelles, il y a une volonté politique de tout contrôler et un manque de confiance dans l'administration qui est pourtant compétente. Il faut qu'elle s'émancipe. C'est précisément ce que j'essaie de faire via le Plan Canal (NdLR : le plan urbanistique de la Région). D'autre part, cette situation est assez paradoxale car l'administration bruxelloise est bien plus politisée que ce que j'ai pu connaître à Anvers ou à Amsterdam. Je regrette qu'elle soit à ce point politisée. Il faut absolument changer la gouvernance urbaine bruxelloise. Je m'y attelle au quotidien dans mon travail.



Depuis le début de son mandat, M. Borret ne s'est pas fait que des amis au sein du microcosme politico-immobilier bruxellois.

BAUWERAERTS DIDIER

“À Anvers, De Wever m'avait étiqueté socialiste”

Vous avez quitté Anvers deux ans après l'arrivée de Bart De Wever aux commandes de la ville. Cela s'est très mal passé ?

Oui, c'est exact. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle j'ai quitté Anvers. Cela ne fonctionnait pas du tout avec Bart De Wever et encore moins avec son échevin de l'Urbanisme, Rob Van de Velde. On connaît l'histoire de l'anniversaire d'un promoteur auquel ont participé certains membres du collège communal. Il y avait vraiment de fortes connivences entre ce promoteur et l'échevin en question. Jusqu'alors, il y avait une symbiose parfaite entre le collège communal, l'administration et le bouwmeester. Tout cela a été brisé avec l'arrivée de Bart De Wever et de son échevin. Par ailleurs, il y avait une forte méfiance dans le chef de la N-VA vis-à-vis de l'époque socialiste, des décennies passées. Comme j'avais travaillé avec Patrick Janssens (SP.A) pendant des années, Bart De Wever m'avait étiqueté socialiste. Mon équipe et moi étions bloqués dans tout ce que nous faisons. Diviser pour mieux régner, c'était la stratégie de Bart De Wever.

“Je sais que je ne suis pas apprécié de tous et que mon style bouscule des gens. Mais il y a aussi beaucoup de personnes qui me disent que je dois repostuler. Je veux donc continuer sur cette lancée.”

Pour vous, cela a donc été une rupture avec Anvers ?

Oui, très clairement. Je suis parti malheureux, mécontent, même un peu amer. Mais en même temps, je sais que cela fait partie du boulot. Si j'étais resté, je pense que nous serions tombés dans une spirale négative. On avait besoin d'une nouvelle personne qui puisse convenir à l'échevin et à Bart De Wever.

En Flandre, vous êtes étiqueté à gauche. À Bruxelles, vous êtes plutôt étiqueté à droite. Peut-on connaître votre orientation politique ?

Non. Moi, je suis progressiste. Cela, c'est clair. Mais le progressisme, cela existe dans beaucoup de partis. Si on est urbaniste, on est progressiste. J'ai une fille de quinze ans qui participe aux manifestations pour le climat. Je suis pour ma fille ! Pour le reste, il est clair que je ne pourrais pas travailler avec un parti raciste mais cela, c'est au niveau éthique. Par contre, je peux très bien m'imaginer ne pas vouloir travailler pour tel ou tel gouvernement car il y a tel aspect sur l'urbanisme qui me déplaît dans l'accord de majorité.

Votre mandat arrive à échéance en décembre 2019. Êtes-vous candidat à votre succession ?

Oui, je souhaite me représenter pour un second mandat. Car Bruxelles évolue vers quelque chose de positif et que je veux continuer le travail entamé. Bruxelles a été en retard sur une série de points, mais elle est aujourd'hui pionnière dans certains domaines. Je sais que je ne suis pas apprécié de tous et que mon style bouscule des gens. Mais il y a aussi beaucoup de personnes qui me disent que je dois repostuler. Je veux donc continuer sur cette lancée.